

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

MALTEUROP FRANCE - Pringy

58, grande rue
51300 PRINGY

Références : D1 i 2023-34
Code AIOT : 0005701734

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement MALTEUROP FRANCE - Pringy implanté 51300 PRINGY. L'inspection a été annoncée le 20/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTEUROP FRANCE - Pringy
- 51300 PRINGY
- Code AIOT : 0005701734
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La malterie de PRINGY appartient au groupe Malteurop France et produit 55 000 tonnes par an de malt de blé et d'orge. Pour ce faire, la malterie réceptionne chaque année 65 000 à 70 000 tonnes d'orge ou de blé. Le process de fabrication du malt est continu sur toute l'année.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

- Etude de dangers
- Silo
- Fluides frigorigènes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Silo	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 4.17	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Silo	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 1.1	/	Sans objet
2	Étude de dangers	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	/	Sans objet
7	Silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
8	Silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
9	Silo	Autre du 01/01/2008, article p34	/	Sans objet
10	Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6, annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quatre constats font état de non-conformités réglementaires. L'inspection propose à Monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale pour trois d'entre elles, relatives aux installations électriques, aux installations de protection contre la foudre et aux moyens incendie. Une non-conformité majeure, relative à la mise en place de dispositifs de sécurité sur les équipements transportant le grain, a été soulevée. Pour celle-ci, il est proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant d'y remédier sous un délai maîtrisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de nomenclature
Constats : Une mise à jour des rubriques de la nomenclature ICPE applicable à l'établissement a été transmise par l'exploitant par courrier en novembre 2021. Il souligne les modifications suivantes notamment : <ul style="list-style-type: none">• rubriques soumises à autorisation : 2160-2a et 2752 ;• rubrique soumise à enregistrement nouvellement identifiée : 2220-2a ;• rubriques soumises à déclaration : 1185-2a nouvellement identifiée et 2910-A-2 dont la puissance a été modifiée ;• suppression des rubriques 2225 et 2260. L'inspection est en accord avec la mise à jour du classement fournie par l'exploitant et proposera une mise à jour de l'arrêté préfectoral de l'établissement à Monsieur le préfet par la suite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Phénomènes dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L. 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté doivent être justifiées dans l'étude de dangers.
Constats : Par transmission du 6 juin 2011, la société MALTEUROP France a déposé en préfecture de la Marne son étude de dangers pour son établissement de PRINGY. Ce dossier a été complété par une nouvelle version en mai 2014 puis des échanges avec l'administration ont eu lieu depuis cette dernière version. La visite d'inspection du jour a permis d'aborder les points restants en suspend et sur lesquels l'exploitant devra apporter des compléments. L'instruction de cette étude de dangers fera l'objet d'un rapport spécifique en parallèle du présent rapport.
Observations : L'exploitant s'engage à transmettre les éléments latents suivants afin de finaliser l'instruction de l'EDD sous un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none">• la concordance des zones d'effets modélisées dans le corps de l'EDD en lien avec les cartographies présentes en annexe ;• les équipements des silos, notamment ceux liés au transport des produits afin de limiter les émissions de poussières et la détection immédiate d'un dysfonctionnement (conformité à la réglementation applicable) ;

<ul style="list-style-type: none"> • la réactualisation de la matrice de criticité en fonction des évolutions (de l'environnement, de l'organisation sur la plateforme par exemple) ayant eu lieu entre le dépôt de l'EDD, ses compléments et la situation actuelle ; • la prise en compte des phénomènes d'ensevelissement dans la matrice de criticité le cas échéant ; • l'approfondissement de la justification des mesures propres à réduire la probabilité et les effets des accidents potentiels modélisés, et notamment du phénomène dangereux PhD 5, que l'exploitant exclut aujourd'hui de la matrice sous couvert de la mise en place de couloirs de chute dans les 8 as de carreaux. Cependant, il n'a pas été prouvé jusqu'alors l'efficacité de ce système, ce qui ne permet pas à l'heure actuelle d'exclure ce phénomène dangereux de la matrice ; • l'analyse de l'accidentologie récente avec les leçons qui en ont été tirées par l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Silo

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 4.17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de transfert de grains
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les transporteurs à courroies, transporteurs à bandes, élévateurs, etc. doivent être munis de capteurs de déport de bandes. Ces capteurs doivent arrêter l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. De plus, les transporteurs et élévateurs doivent être munis de contrôleurs de rotation et de détecteurs de bourrage.</p> <p>[...] L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et transporteurs doit être contrôlé tous les mois.</p> <p>Pour chacun des appareils exposés aux poussières, l'exploitant dresse une liste précisant la fréquence et la nature des opérations de contrôle, de maintenance et d'entretien à effectuer.</p>
<p>Constats : L'inspection a souhaité réaliser un test en situation réelle d'un organe de sécurité lié aux équipements de transport de grains. Il a donc été demandé à l'exploitant de réaliser un test de capteur de déport de bande sur le convoyeur sous cellules TB2. Il s'avère que ce convoyeur et les deux autres à proximité ne sont pas équipés de capteur de déport de bande comme l'exige l'arrêté préfectoral de l'établissement du 6 juin 2000 ou encore comme le précise le guide de l'état de l'art sur les silos de 2008.</p> <p>Un test a donc été réalisé sur un capteur de température sur ce même convoyeur. Celui-ci a été concluant.</p> <p>L'exploitant a indiqué le jour de la visite avoir fait un audit de l'ensemble des équipements de sécurité des équipements transportant le grain depuis l'accident d'une autre malterie du groupe à Aire-Sur-La-Lys en 2021 dû également à une défaillance d'un capteur de température selon lui. Il a transmis par courriel en date du 6 janvier 2023, l'analyse de conformité réalisée évoquée. Celle-ci met en évidence l'absence des équipements visés ci-avant mais également d'autres équipements de sécurité ou encore les dysfonctionnements de certains des équipements présents.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant sera tenu de se remettre en conformité par rapport à l'article 4.17 de son arrêté préfectoral sous un délai de 6 mois. Dans l'attente, il s'assurera que les équipements de sécurité déjà en place soient bien fonctionnels sous un délai de 1 mois.</p>
<p>Observations : Au vu de cette non-conformité relevée, l'inspection s'interroge sur la connaissance par la direction, des prescriptions réglementaires applicables à l'établissement puisque cette prescription existe <i>a minima</i> depuis l'année 2000.</p> <p>Ainsi l'inspection enjoint l'exploitant à mettre en place une revue de conformité annuelle qui</p>

permettrait de faire le point sur tout ou partie des prescriptions réglementaires applicables à l'établissement afin de ne pas passer au travers de certains points cruciaux tels que les organes de sécurité permettant la prévention du risque d'explosion dans les silos.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le suivi de la maintenance des équipements est suivi via un logiciel GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) depuis 2018. Le dernier rapport de contrôle des installations électriques (octobre 2022) a été fourni par l'exploitant en amont de la visite d'inspection. Il fait état de 15 écarts de niveau 2 (moyen) déjà signalés.</p> <p>Il est proposé à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suites préfectorale. Ainsi l'exploitant devra être en mesure de résorber l'ensemble de ces écarts d'ici au prochain contrôle réglementaire. Il transmettra pour ce faire un échéancier de réalisation à l'inspection sous un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p>
<p>Constats : Les 2 derniers rapports de contrôle des installations de protection contre la foudre (mars 2021 et décembre 2022) ont été fournis par l'exploitant en amont de la visite d'inspection. Les non conformités de 2021 ont été traitées dont la mise à jour de l'étude technique foudre qui a mis en exergue d'autres travaux à réaliser. Le rapport de 2022 fait état de 3 non-conformités dont la réalisation des travaux liés à la nouvelle ETF réalisée.</p> <p>Il est proposé à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. Ainsi l'exploitant devra être en mesure de résorber l'ensemble de ces</p>

écarts sous un délai de 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite les derniers rapports afférents aux contrôles des poteaux incendie à proximité de l'établissement, des extincteurs et des RIA.</p> <p>Concernant les poteaux incendie, le test est concluant sur les 3 poteaux situés à proximité de l'établissement : les 60m³/h requis sont atteints à une pression dynamique supérieure à 2 bar, cependant le test en simultané des poteaux révèle que les 180m³/h requis ne sont pas atteints. Ce point a fait l'objet d'une visite d'inspection le 23/07/2021 sur l'établissement Vivescia situé sur la plateforme. Il avait été constaté que la ressource en eau n'était pas suffisante pour assurer l'utilisation simultanée des trois points d'eau présents sur le site. Une réserve d'eau de 120 m³ a donc été installée en 2022. Celle-ci a fait l'objet d'un contrôle par le SDIS 51 qui n'a pas effectué la réception opérationnelle de cette réserve puisque des éléments d'aménagement étaient nécessaires. VIVESCIA agriculture a en charge ce dossier.</p> <p>Par courriel en date du 6 janvier 2023, l'exploitant indique qu'il a contacté la société VIVESCIA agriculture. Cette dernière prévoit une réalisation des travaux pour fin mars 2023.</p> <p>Concernant la colonne sèche, l'exploitant n'a pas pu récupérer le dernier rapport de vérification auprès de son prestataire le jour de la visite. L'inspection a contrôlé le registre de sécurité où les dates de vérification des moyens incendie sont référencées. Pour la colonne sèche les dernières vérifications sont en date des 03/08/21 et 20/12/22.</p> <p>Par courrier en date du 6 janvier 2023, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification de la colonne sèche indiquant que celle-ci est non fonctionnelle.</p> <p>Il est proposé à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra remettre en état et tester sa colonne sèche sous un délai de 3 mois. Dans l'attente de la remise en état de celle-ci, il devra prévoir des mesures compensatoires (dont l'information des services de secours <i>a minima</i>) afin d'encadrer cette phase transitoire.</p> <p>Les autres rapports n'appellent pas de remarques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du nettoyage et de la propreté sil
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

<p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats : Les installations visitées par l'inspection sont propres et débarrassées des poussières recouvrant le sol.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant à travers le plan de nettoyage de la malterie avec les enregistrements associés sous forme de tableaux à compléter.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'une centrale d'aspiration et l'utilisation de balais est encadrée par des consignes spécifiques affichées dans l'usine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la thermométrie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
Constats : La thermométrie fait l'objet d'un suivi quotidien par le directeur de l'usine. Des seuils d'alarmes sont déterminés. Elle est fonctionnelle le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Silo

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2008, article p34
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En terme de prévention, une surveillance a minima visuelle des structures des silos (quel que soit le type : vertical, plat, en béton, métallique...) est à préconiser, à une fréquence adaptée à l'âge et à la configuration des silos. Un enregistrement de ces opérations de contrôle doit être réalisé par l'exploitant.</p> <p>Une attention particulière doit être portée aux silos verticaux : une surveillance a minima visuelle à une fréquence adaptée (annuelle dans le cas des silos les plus anciens) est nécessaire. Il peut également être possible, selon l'âge des silos, leur configuration, leur structure, ou selon leur</p>

environnement proche, etc., de réaliser à une fréquence inférieure (de quelques années à 10 ans) des contrôles techniques plus poussés (pachométrie pour obtenir la position des armatures du béton...). En cas de doute (détection de fissures), ces examens de structure sont nécessaires
<p>Constats : Aucune organisation n'est actuellement en place au sein de l'établissement pour suivre le vieillissement des structures. De gros travaux de confortation structurelle sont aujourd'hui en cours de réalisation au niveau de la tour de production. Ils s'échelonnent de 2022 à 2024.</p> <p>Suite à l'accident de la malterie du groupe à Vitry-le-François en 2021 (ouverture d'une cellule béton verticale suite à fissuration), un diagnostic structurel du silo a été réalisé en 2022 sur le site de Pringy par une société spécialisée. Il a été transmis à l'inspection par courriel en date du 6 janvier 2023. Ce diagnostic ne révèle pas de désordres nécessitant des actions immédiates. L'exploitant a indiqué le jour de la visite qu'aucune action n'était programmée en lien avec ce diagnostic jusqu'à présent.</p>
<p>Observations : L'inspection enjoint l'exploitant, en lien avec l'accidentologie récente, à mettre en place une surveillance pérenne du vieillissement des structures au sein de son établissement selon les recommandations du guide sur l'état de l'art dans les silos de 2008. Pour ce faire, il pourra s'appuyer sur ce qui a été réalisé sur le site de Vitry-le-François. Il transmettra sous un délai de 3 mois à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'actions retenu suite à ce diagnostic le cas échéant. Si aucune action n'est planifiée, transmettre le moyen de suivi dans le temps des points mis en avant dans le rapport ; • un projet d'organisation interne (procédure ou autre) afin de mettre en place une surveillance pérenne du vieillissement des structures au sein de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6, annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a. L'exploitant prend toutes les mesures préventives réalisables afin d'éviter et de réduire au minimum les fuites et émissions de fluides. [...]</p> <p>c. Pour les installations soumises à « la rubrique 1185-2 », les équipements clos en exploitation sont régulièrement contrôlés selon les fréquences et dispositions prévues par les règlements (CE) n° 1005/2009 et n° 517/2014 susvisés et par les articles R. 543-79 et R. 543-81 du code de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats : En application de l'article R543-79 du code de l'environnement, la société en charge des contrôles périodique sur les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés de plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, a transmis au service de l'inspection une copie du constat de fuites de fluides frigorigènes constatée lors du contrôle en date du 2 mars 2022.</p> <p>L'exploitant a fourni la fiche d'intervention indiquant la réparation de ces fuites. Il a également indiqué que suite au remplacement de la chaudière gaz en 2020, des batteries d'échange supplémentaires ont été installées sur la pompe à chaleur, augmentant de ce fait le volume de fluide frigorigène présent sur site.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarques à ce sujet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet